

UN IAP BIS AU SUD, BUREAU DE CHANGE ET FONCIER AGRICOLE

Trois ministres s'expliquent

L'énergie, la finance et l'agriculture. Trois sujets évoqués hier par les parlementaires de la Chambre haute à l'occasion de la séance des questions posées par les sénateurs aux trois ministres des secteurs.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Une école de l'énergie, soit l'équivalent de l'Institut algérien du pétrole (IAP), verra le jour dans le sud du pays. C'est ce qu'a déclaré, hier, le ministre de l'Energie, M. Noureddine Boutarfa, à une question qui lui a été posée par un sénateur.

Selon M. Boutarfa, «les préoccupations des régions du Sud, en particulier la wilaya d'Adrar, en matière de formation et de recrutement dans le secteur de l'énergie et des activités y afférentes avaient été, en grande partie, prises en charge par le groupe Sonatrach et ses filiales».

Il fera savoir, par ailleurs, que «le projet de réalisation d'un centre de formation en hydrocarbures et énergies renouvelables sera lancé avant la fin de l'année en cours à Adrar, tandis que les sociétés publiques activant dans le domaine de l'énergie, à l'instar de Sonatrach et ses filiales, poursuivaient la prise en charge de la formation et de l'apprentissage des jeunes de la wilaya dans les métiers de l'énergie».

Selon les chiffres fournis par le

ministre, 1 600 jeunes de la wilaya d'Adrar ont été recrutés entre 2013 et 2015 dont 199 ayant suivi une formation préalable, alors que 590 autres, originaires de la même wilaya, ont été recrutés entre janvier et novembre 2016 dont 13 avaient reçu une formation.

Bureau de change de devises : le marché dérégulé

Répondant à une question orale d'un membre du Conseil de la Nation, le ministre a affirmé que le problème du change ne réside pas dans l'ouverture de bureaux dédiés à ce genre d'opérations, précisant que «la faiblesse de l'offre de la part des citoyens non-résidents ou étrangers induite par les lacunes du secteur du tourisme d'une part, et la forte demande de la part des nationaux, d'autre part, sont à l'origine d'un déséquilibre entre l'offre et la demande».

Selon lui, «l'ouverture de bureaux de change ne peut à elle seule résoudre la problématique du marché parallèle de change», ajoutant



Noureddine Boutarfa, ministre de l'Energie.

que les pouvoirs publics «œuvrent à la mise en place de mesures pour remédier progressivement à cette situation». Sur ce chapitre, il est à noter que sur les 46 bureaux agréés, 40 se sont vu retirer leur agrément, dont 13 à la demande des bénéficiaires eux-mêmes, et 27 pour non-entrée en activité après l'obtention de l'agrément, a ajouté le premier argentier du pays. «Le ministre a expliqué que les bureaux de change ne peuvent vendre des devises aux citoyens résidents que dans des cas fixés par la loi», a-t-il expliqué.

Des terres agricoles récupérées

Interpellé lui aussi par un sénateur, le ministre de l'Agriculture a déclaré que des terres agricoles non exploitées seront récupérées par l'Etat. Sur ce point précis, M. Chelgham a fait savoir que «le secteur avait lancé un recensement des terres agricoles non exploitées à travers l'ensemble du territoire national, précisant que ceux qui n'ont pas mis en valeur les terres dont ils ont bénéficié seront déchus de leurs droits».

«Un recensement de toutes les terres non exploitées est en cours. Ceux qui n'ont pas procédé à la mise en valeur des terres dont ils ont bénéficié seront déchus de leurs droits et les terres seront récupérées et attribuées à d'autres demandeurs conformément à la réglementation en vigueur», a affirmé M. Chelgham.

Concernant les mesures prises pour la relance du secteur agricole dans la wilaya de Béchar, le ministre a précisé que 6,644 milliards de dinars avaient été alloués au développement agricole à travers le soutien accordé par l'Etat aux agriculteurs, notamment par le Fonds national de développement agricole. Plus de 9 000 exploitants ont bénéficié de ces aides, notamment pour la réalisation de 4 200 puits, la plantation de 12 000 hectares d'arbres fruitiers, la construction de 385 structures pour l'élevage, la réalisation de 8 chambres froides d'une capacité de 4 800 mètres cubes et la distribution de 1 082 ruches d'abeilles.

Ces programmes ont permis d'enregistrer des progrès notables en matière de production agricole et un bond qualitatif entre 2001 (début du Programme national de développement agricole) et 2016, a conclu le ministre de l'Agriculture.

A. B.

275 SALARIÉS MENACÉS DE CHÔMAGE

Vers la fermeture de la sucrerie de Sidi Lakhdar (Aïn Defla)

Après l'unité de la Sonipec (production des cuirs) de Aïn Defla fermée depuis longtemps et dont il ne reste que les hangars et une montagne de déchets toxiques contenant du chrome, après la délocalisation quasi totale de la SN Métal de Miliana, qui produisait de l'électroménager voilà que la sucrerie ex-ENA Sucre de Sidi Lakhdar ferme ses portes avec 275 employés, tous des chefs de famille qui sont mis à la porte et dont 75 sont contractuels depuis 16 ans, soit 275 familles qui vont se retrouver sans ressources.

Cette unité, qui est entrée en production le 22 juillet 1966, fabriquait du sucre à partir de la betterave qui se cultivait sur d'immenses superficies du territoire de la wilaya, culture qui a été abandonnée pour la transformation du sucre roux importé, est passée de mains en mains pour atterrir entre celles du Groupe Berrahal dont le siège est installé à Oran.

Cela fait une semaine que le collectif des travailleurs a été averti par ce qu'ils appellent le gardien de l'usine» et non pas le directeur, que l'usine ferait ses portes définitivement, nous ont déclaré les ouvriers qui se sont rassemblés dès le matin



Cette unité fabriquait du sucre à partir de la betterave.

de jeudi dernier devant l'entrée de l'usine, dans le calme, affichant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire l'appel lancé au président de la République sollicitant son intervention. Selon la déclaration écrite dont une copie nous a été remise, le collectif des travailleurs reproche au propriétaire, le Groupe Berrahal, de ne pas avoir respecté les engagements qu'il avait pris auprès du SGP (Société de gestion et de participation) lors de l'acquisition de l'usine, à savoir la remise à niveau de l'Unité, le renouvellement des équipements, la rénovation entière de la ligne de production, la mise en place d'un plan d'investissement d'un montant de 475 milliards sur 5 ans à partir de 2008, dont 250 milliards à investir entre 2008 et 2010, le maintien des acquis des travailleurs, son engagement à accroître la production de 300 à 800 t/jour.

Le collectif des travailleurs relève que le désengagement et la négligence du propriétaire

à rénover les outils de production, se contentant de bricolages, la gestion de loin de l'usine, l'absence d'un plan de production judicieux, l'approvisionnement aléatoire en sucre brut et un dysfonctionnement dans les financements, ont induit de fréquentes et graves perturbations qui se sont répétées sur le rendement.

S'agissant des moyens humains mis en œuvre par le propriétaire, le collectif des travailleurs dénonce l'instabilité de gestionnaires locaux et note la succession de 6 responsables en l'espace de 8 années et des conflits qui les ont opposés.

Ceci a eu une incidence sur la gestion de l'usine et a induit le départ massif des compétences, des cadres et des techniciens qualifiés.

Sur le plan des salaires, on note que «l'absence totale d'une intention d'augmentation qui a fait que l'employé de l'unité est devenu le moins payé du pays».

Pour dénouer la crise, une réunion a été organisée au niveau de la wilaya, toute la journée de jeudi dernier pour trouver une solution, une réunion qui a regroupé les représentants du Groupe Berrahal dépêchés à partir d'Oran, les partenaires sociaux, les responsables de la Wilaya, réunion qui s'est tenue sous la houlette de M. Guerrache Brahim, chef de cabinet du wali, qui a demandé 9 heures de discussions, de 10 h du matin à 19 h.

Selon nos informations de source sûre, un accord est intervenu entre les 2 parties, à savoir les 275 travailleurs seront mis au chômage technique comme le prévoit la loi sur le travail, ils percevront 90% de leur salaire majoré de la prime de salaire unique, excepté les primes de poste, et ce, pour une durée de 4 mois à partir de samedi.

De plus, il a été entendu que le salaire du mois de décembre passé sera réglé dans sa totalité au courant de la semaine à venir. Comme il a été entendu que tout le personnel reprendra son travail à la fin du délai qui sera consacré à la rénovation des outils de production.

A noter aussi qu'il s'agit là d'une réunion tenue à titre exceptionnel sous la présidence de la Wilaya dans le but de sauver et l'usine et les 275 emplois menacés de disparition et assurer ainsi des ressources à 275 familles.

Cet accord a été accueilli avec un grand enthousiasme par l'ensemble des travailleurs, avons-nous appris.

Karim O.

UN BREVET PROFESSIONNEL EST DÉSORMAIS EXIGÉ POUR LES TRANSPORTEURS

Les formations débuteront au courant de ce mois

Les conducteurs concernés sont tous les titulaires d'un permis de conduire de type C, D ou E. En plus de ce document, on leur exige désormais un brevet professionnel avant d'exercer le métier de transporteur.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Ce brevet professionnel est un certificat délivré après six mois de formation, comprenant deux phases, l'une théorique et l'autre pratique. Les formations débuteront d'ailleurs le mois en cours. Elles seront manifestement assurées par trois entreprises sélectionnées par le ministère des Transports. Il s'agit de la SNTR Formation, spécialisée dans la formation et le perfectionnement de la ressource humaine dans le domaine des transports, de la manutention et de la logistique principalement, l'Etusa et Naftal.

Pour ce qui est de l'organisation, les représentants du ministère de tutelle au niveau des différentes wilayas ont à leur charge d'effectuer des visites régulières aux centres de formation afin d'évaluer sur place la situation globale dans laquelle se déroule celle-ci. Un constat doit être signé par ces inspecteurs confirmant que le centre répond bien aux conditions de délivrance de l'agrément. Par la suite, il est transmis au ministère des Transports en vue d'établir un agrément, délivré sur la base du constat en question, pour une durée de dix années renouvelable. Les conducteurs doivent se munir dorénavant, rappelle le nouveau code de la circulation suivant l'arrêté 49 du 21 août 2016, de ce brevet professionnel. Les transporteurs ont un délai de 36 mois pour s'inscrire à cette formation en vue de se conformer à cette nouvelle mesure. Parallèlement, les particuliers auront pour frais 45 000 DA approximativement, un tarif à confirmer. Tandis que pour les conducteurs poids lourds affiliés à des entreprises, ce sera à ces dernières de prendre en charge ce coût. Il sera fixé à titre individuel, à soustraire naturellement du budget de formation associé à chacun, soit 2%.

Toutefois, si cette formation nouvellement instaurée a pour objectif officiel de s'adapter aux normes de sécurité et de conduite responsable, les pouvoirs publics n'ont pas investi une campagne de communication auprès des concernés. Un obstacle handicapant la généralisation de ce brevet, déplore la SNTR notamment. Ce manque d'information va évidemment au détriment des conducteurs, transporteurs et entreprises intéressés par cette disposition et qui ont un délai de trois ans pour s'allier à la nouvelle législation.

N. B.